



Addis Abéba, Éthiopie, B.P.: 3243 Tél.: (+251-11) 5513 822 Télécopie: (+251-11) 5519 321
Courriel: situationroom@africa-union.org

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'UNION AFRICAINE CONTRIBUE ACTIVEMENT AUX EFFORTS POUR LE RÈGLEMENT DE LA CRISE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Addis Abéba, le 28 décembre 2012: Profondément préoccupée par la détérioration continue de la situation en République centrafricaine (RCA), la Commission de l'Union africaine (UA) poursuit et intensifie son action en vue de contribuer au règlement rapide de la crise. Dans ce cadre, la Présidente de la Commission, Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, a dépêché un Émissaire à Libreville, au Gabon, en la personne de son Représentant spécial pour la région des Grands Lacs, Boubacar Gaoussou Diarra. L'Émissaire de l'UA se rendra également dans les autres pays de la région. À Libreville, il rencontrera aussi bien les autorités gabonaises que les responsables de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Il s'agit pour l'UA, à travers cette mission, d'assurer les pays de la région du soutien de l'UA aux efforts qu'ils déploient, notamment dans le cadre de la CEEAC, et de convenir avec eux d'actions supplémentaires et coordonnées pour mettre un terme aux affrontements armés en RCA et faciliter une solution politique. À cet égard, le Représentant spécial aura des consultations approfondies avec les représentants des pays de la région qui se réuniront à Libreville ce vendredi, dans le cadre du suivi des décisions prises par le Sommet extraordinaire de la CEEAC, tenu à Ndjamena, le 21 décembre 2012.

La Présidente de la Commission a également eu des contacts téléphoniques avec différents interlocuteurs sur la crise en RCA. De même, la Présidente de la Commission et le Commissaire à la Paix et à la Sécurité, l'Ambassadeur Ramtane Lamamra, ont multiplié les consultations avec les pays de la région et d'autres États africains, ainsi qu'avec les partenaires internationaux, pour faciliter un soutien international coordonné aux efforts de la CEEAC. Dans ce cadre, le Commissaire Lamamra a tenu, ce jour, une réunion consultative avec les représentants, à Addis Abéba, des pays de la région (Cameroun, République du Congo et Tchad), de la CEEAC et du Président du Conseil de paix et de sécurité de l'UA pour le mois de décembre 2012, l'Ambassadeur de la République de Guinée en Éthiopie. Celle-ci a été suivie d'une rencontre avec les représentants des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et des États membres de l'UA siégeant au sein de cet organe.

Au cours de cette rencontre, le Commissaire à la Paix et à la Sécurité a appelé les membres du Conseil de sécurité à apporter un appui soutenu aux efforts de la CEEAC et du continent, y compris en condamnant fermement toute tentative de prise de pouvoir par la force et le recours à la rébellion armée pour faire valoir des revendications politiques. Il a également exhorté le Conseil de sécurité à appuyer les sanctions que l'UA pourrait être amené à prendre contre les responsables des groupes armés impliqués dans les attaques actuelles en RCA et qui

s'obstineraient à recourir à la force au moment où la voie prometteuse du dialogue est soutenue par la communauté internationale dans son ensemble.

En RCA même, la Représentante spéciale de l'UA dans ce pays, Mme Hawa Youssouf Ahmed, est activement engagée dans les efforts visant à trouver une solution pacifique rapide à la crise. À cet égard, elle maintient un contact étroit avec les plus hautes autorités centrafricaines et contribue, conjointement avec le Bureau intégré des Nations unies en RCA (BINUCA), à la préparation des pourparlers que la CEEAC envisage de lancer incessamment à Libreville entre les acteurs centrafricains. Dans ce contexte, le Bureau de l'UA, la CEEAC et le BINUCA doivent rencontrer les représentants du groupe rebelle SELEKA à l'intérieur du pays.

L'Union africaine ne ménagera aucun effort pour mobiliser, au profit de la RCA, la solidarité continentale, y compris, si nécessaire, sur le plan sécuritaire, pour l'aider à éviter une détérioration supplémentaire de la situation sur le terrain. Des consultations sont en cours à cet effet pour permettre, si les circonstances l'exigent, de mettre en place une telle assistance, en coordination étroite avec les autorités centrafricaines, la CEEAC, à travers sa présidence en exercice, et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). L'Afrique, dans son ensemble, doit se mobiliser contre la tendance croissante, observée au Mali et à l'Est de la RDC, du recours à la rébellion armée pour faire valoir des revendications politiques.

L'UA réaffirme son exigence d'arrêt immédiat des combats et de retrait des groupes armés à leurs positions antérieures, ainsi que la nécessité du lancement urgent des pourparlers de paix prévus à Libreville. Dans ce cadre, l'UA, qui réitère son soutien à la CEEAC, souligne la pertinence des décisions prises à Ndjamena le 21 décembre 2012, et lance un appel à la communauté internationale dans son ensemble pour qu'elle en soutienne activement la mise en œuvre.